

Grandmaître et Lalonde sont choqués

L'Ontario veut participer au Sommet de la francophonie

Le gouvernement de l'Ontario a demandé d'être reconnu comme «gouvernement participant» au Sommet de la francophonie de 1999 à Moncton, au même titre que les gouvernements du Québec et du Nouveau-Brunswick.

DENIS GRATTON
Le Droit

Le ministre délégué aux Affaires francophones de l'Ontario, Noble Villeneuve, a fait parvenir une lettre au ministre responsable de la Francophonie canadienne, Diane Marleau, dans laquelle il explique que son gouvernement veut «jouer un rôle plus actif dans les activités du Sommet de la francophonie» et que l'Ontario souhaite obtenir un statut particulier durant ce Sommet plutôt que d'être un simple membre de la délégation canadienne.

«Le gouvernement du Canada a toujours pris une part active aux divers Sommets de la francophonie et le Nouveau-Brunswick et le Québec y participent à titre de «gouvernement participant», a écrit M. Villeneuve dans cette lettre dont *Le Droit* a obtenu copie.

«Étant donné l'importance du Sommet de 1999 pour la francophonie canadienne, et le poids démographique de la communauté francophone ontarienne, le gouvernement de l'Ontario aimerait être reconnu comme un «gouvernement participant», a ajouté le ministre Villeneuve.

Si le gouvernement fédéral acquiesce à cette demande, l'Ontario - une province unilingue anglophone - obtiendra une reconnaissance particulière au Sommet de la francophonie de Moncton, soit la même reconnaissance acquise par le Québec et le Nouveau-Brunswick.

Lalonde et Grandmaître surpris
Cette demande du ministre Villeneuve a surpris plusieurs intervenants de la communauté franco-ontarienne, dont le député libéral d'Ottawa-Est, Bernard Grandmaître, et la présidente du mouvement S.O.S. Montfort, Gisèle Lalonde.

«Le gouvernement Harris se montre soudainement intéressé à la francophonie mais il n'agit pas de la même façon. Au lieu de poser des gestes de politesse du genre, il devrait passer à l'action», a déclaré le député Grandmaître.

«Le gouvernement de l'Ontario aurait des gestes à poser avant de demander d'être reconnu de la sorte, a enchaîné Mme Lalonde.

«Lorsque vous faites une telle demande, vous devez l'appuyer par des actions concrètes. Donc si le gouvernement Harris veut un peu de crédibilité au Sommet de la francophonie, s'il veut être un «gouvernement participant», qu'il enchâsse les droits des Franco-Ontariens dans la Constitution et qu'il nous laisse l'hôpital Montfort. Tant qu'il n'agira pas, ce gouvernement n'aura aucune crédibilité à la table de la francophonie canadienne et mondiale», a-t-elle ajouté.

L'attachée de presse de M. Villeneuve, Lisette Léveillé, a expliqué hier que le ministre a fait cette demande à Mme Marleau afin que son gouvernement ne soit pas oublié comme il l'a été, l'an dernier, lors du Sommet de la francophonie qui s'est déroulé au Vietnam.

«L'an dernier, le fédéral a invité tous les membres de la communauté franco-ontarienne, comme l'ACFO et TFO, mais il n'a même pas invité le gouvernement ontarien. Donc cette

année, nous demandons qu'il l'Ontario, qui a la plus grande majorité de francophones hors Québec, soit reconnue au même titre que le Québec et le Nouveau-Brunswick. Nous avons fait parvenir cette lettre à Mme Marleau afin qu'elle n'oublie pas de nous inviter», a dit Mme Léveillé.

Et en réplique aux commentaires de M. Grandmaître et de Mme Lalonde, l'attachée de presse de Noble Villeneuve a renvoyé la balle dans le camp fédéral.

«Le fédéral peut bien nous accuser d'avoir coupé des services, mais c'est ce même gouvernement qui nous impose toujours des coupes. Par ailleurs, avant de demander le bilinguisme officiel pour l'Ontario, il faudrait faire une étude des coûts d'une telle décision», a-t-elle répondu.